

**MÊME SI LA BALANCE COMMERCIALE EST FORTEMENT EXCÉDENTAIRE**

# Les importations s'envolent à près de 47 milliards de dollars en 2011

**Communiqués hier par le Centre national de l'information et des statistiques des Douanes nationales (Cnis), les chiffres du commerce extérieur en 2011 confirment l'incapacité de l'Algérie à se libérer de sa dépendance aux hydrocarbures et à juguler la sortie des devises.**

Certes, le Cnis constate un excédent commercial de plus de 26,93 milliards de dollars en 2011, contre 16,58 milliards de dollars pour 2010, en hausse de 62,46%.

La même source relève également que les exportations ont atteint 73,39 milliards de dollars contre 57,05 milliards de dollars en 2010, en hausse de 28,63%. Ce que l'on explique par «l'augmentation des exportations des hydrocarbures avec une hausse

de 28,30%, grâce à la bonne tenue des prix du brut et à une augmentation de 41% des exportations hors hydrocarbures».

Sur le volume global des exportations, les hydrocarbures représentent plus de 97%, soit 71,24% en 2011 contre 55,53 milliards de dollars en 2010. Quant aux exportations hors hydrocarbures, elles représentent «seulement» 2,93%, soit 2,15 milliards de dollars, même

si elles ont connu une augmentation «relativement importante» de 41% par rapport à 2010, avec 356 millions de dollars pour les biens alimentaires et 1,58 milliard de dollars pour les demi-produits, ainsi qu'une chute à 15 millions de dollars pour les biens de consommation non alimentaires.

Mais c'est le chiffre relatif aux importations, financées de surcroît à 51,12% par cash, à 40,9% par lignes de crédits, à 0,43% par comptes devises propres et à 7,54% par d'autres transferts financiers, qui démontre l'inanité des diverses mesures de régulation et contrôle décidées par les pouvoirs

publics depuis 2009, notamment par le biais des lois de finances.

Comme il révèle l'incapacité du pays à se libérer de sa dépendance aux hydrocarbures, à développer une production industrielle et de services générateurs de revenus pérennes et à juguler la sortie des devises malgré les mesures en vigueur.

Ainsi, le Cnis indique que les importations se sont établies à 46,45 milliards de dollars contre 40,47 milliards de dollars en 2010, accusant également une hausse de 14,78%. Et cela même si l'on estime que la tendance haussière des exportations s'est répercutée sur le taux de couverture des importations

par les exportations qui est passé de 141% en 2010 à 158% en 2011.

Concernant la structure des importations, l'on remarque que ce sont les produits alimentaires avec 9,75 milliards de dollars (en hausse de 61%), les biens de consommation non alimentaires avec 7,27 milliards de dollars (en hausse de 24,57%) ainsi que les demi-produits à 10,48 milliards de dollars (+3,8%) qui pèsent sur la facture. Cela même si les biens d'équipements industriels affichent une légère baisse (0,43%) à 15,7 milliards de dollars.

C. B.

**28,8 MILLIARDS DE DINARS D'INDEMNISATIONS AUTOMOBILES EN 2011**

## Latrous réfute 50 % de pertes pour les assureurs privés

**Les compagnies d'assurances ont réglé, en 2011, pour 28,8 milliards de dinars de sinistres automobiles, selon le président de l'Union algérienne des assureurs et réassureurs (UAR), Amara Latrous, qui réfute néanmoins 50% de pertes annuelles pour les assureurs notamment privés et que ceux-ci soient ciblés par une campagne de déstabilisation**

Invité hier de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le président de l'UAR et P-dg de la Société nationale des assurances (SAA) a indiqué que les compagnies nationales ont payé, en 2011, en règlement des sinistres, pour 36 milliards de dinars.

Sur ce montant, 80%, soit 28,8 milliards de dinars, ont été versés au titre de la branche automobile, précise M. Latrous qui estime que «les assureurs, déterminés à participer à la réduction des accidents de la route», préféreraient plutôt, «dans la mesure du possible, financer des actions de prévention que de payer les sinistres».

Certes, ce règlement est en hausse de 1 milliard de dinars par rapport à celui de 2010, relèvera le président de l'association professionnelle qui indique, par ailleurs, que les compagnies d'assurances ont collecté en primes pour 86,1 milliards de dinars en 2011, dont 25% pour les compagnies privées.

En fait, le chiffre d'affaires du secteur a cru de 6% par rapport à 2010, même si il reste en deçà des résultats enregistrés en 2009 et d'autant que les grands chantiers financés sur fonds publics sont «en fin de vie», relèvera le P-dg de la SAA. Mais réitératif, Amara Latrous relève que l'assurance automobile obligatoire reste encore déficitaire même si la compensation s'opère sur les risques facultatifs, et dans la mesure où la majoration de 20% consentie sur les tarifs automobiles voilà trois ans n'a pas permis de rééquilibrer la branche.

Pour autant, le président de l'UAR réfute le chiffre «effarant» de 50% de pertes annuelles pour les assureurs notamment privés, dans cette branche. «Je ne sais pas d'où vous tirez ce chiffre», dira M. Latrous à notre consœur de la radio, estimant que la forte concurrence en cours n'implique pas «expressément» des pertes et que ce pourcentage est «exagéré». Et cela même si le président de l'UAR ne fixe pas exactement ce montant mais

concède que des compagnies puissent se «livrer à des réductions inconsidérées» en matière de risques facultatifs. Et d'autant que le ministère des Finances «interdit les remises sur les tarifs de la responsabilité civile» et considère qu'«avant de réajuster les tarifs à la hausse, il faut impérativement cesser de faire des réductions que l'on constate en facultatifs automobiles».

Egalement, l'invité de la Chaîne III réfute l'existence d'une campagne anti-se-

teur privé, menée par le secteur public ou favorable aux opérateurs étrangers. «Je ne vois pas comment les entreprises publiques auraient pu empêcher les entreprises privées de se développer normalement», dira Amara Latrous qui affirme que les banques publiques ne peuvent refuser des avenants de subrogation délivrés par des assureurs privés à des contrats souscrits auparavant.

Selon le président de l'UAR, «les nouvelles compagnies privées sont en train de s'installer, elles activent et déploient beaucoup d'efforts, et font et se font concurrence» et sont «en bonne santé financière». Certes, il observe que «les parts de marché se gagnent et se méri-

tent, en fonction des efforts d'innovation et de services à la clientèle» et que «des compagnies privées n'arrivent pas à exploiter profondément le marché, ça peut arriver».

Comme il relève qu'il est naturel que les quelques compagnies étrangères en place prennent des parts de marché, elles ont les mêmes atouts et problèmes».

Tout en estimant que «la disparition d'une compagnie fait toujours mal. Ce n'est pas souhaitable», Amara Latrous relève néanmoins que le risque de faillite d'une compagnie privée, avancé ici et là, est possible si la compagnie est «mal gérée».

C. B.

**DES DÉBRIS D'EL KHALIL REPÊCHÉS**

## «Plonger pour retrouver l'épave est impossible», selon les spécialistes

**Les débris retrouvés au large de Ténès par des pêcheurs sont bien ceux d'El Khalil, a confirmé, hier, M. Abed, directeur de la pêche dans la wilaya de Chlef. Pour ce responsable, il est toutefois impossible que des plongeurs arrivent jusqu'à l'épave en raison de la profondeur des eaux dans cette zone qui peut atteindre jusqu'à 300 m.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Des recherches continues ont été effectuées par la Marine nationale et la Protection civile dans la zone où a disparu *El Khalil*, mais c'est un bateau de pêche qui a remonté dans ses filets les débris du chalutier il y a de cela quelques jours.

Le propriétaire du chalutier ayant formellement reconnu les objets, les familles des quatre marins portés disparus espèrent voir les corps de leurs proches enfin repêchés des fonds des eaux où a probablement coulé le bateau.

Pour le directeur de la pêche de la wilaya de Chlef,

s'il annonce que les recherches n'ont pas été interrompues pour retrouver les disparus, il sera toutefois difficile sinon impossible de plonger pour retrouver une éventuelle épave.

«Dans cette zone au large d'El Marsa, les eaux sont particulièrement profondes et peuvent atteindre les 200 à 300 mètres. Les débris retrouvés dans la zone où a disparu le chalutier représentent un indice et cela nous confirme que le bateau a coulé», explique le directeur de la pêche. Il précisera, néanmoins, qu'il n'est pas possible de remonter ce qui reste de

l'épave, la plongée étant difficile dans la zone en question.

«Des plongeurs expérimentés sont venus de Annaba à la demande du directeur de la Chambre de la pêche mais nous ont finalement annoncé que la plongée au-delà de 100 m est risquée. Il faut des moyens lourds pour arriver à cette profondeur», a déclaré M. Abed.

Le responsable notera, par ailleurs, qu'il est possible que les corps des marins portés disparus soient encore coincés dans l'épave. Il s'agit des trois frères Boumediène dont l'un est mécanicien et l'autre rais et d'un quatrième marin.

L'un des trois frères Boumediène étant mécanicien selon notre interlocuteur, il est probable que son corps soit resté coincé à l'intérieur de l'épave. A ce jour, des huit marins les corps de quatre d'entre eux ont été repêchés

et formellement identifiés. Ils ont été retrouvés dans la zone allant de Tipasa à Aïn Taya.

Par ailleurs, un corps en état de décomposition avancée a été repêché dans la région de Aïn Taya et des tests ADN ont été effectués pour confirmer qu'il s'agit bien d'un des marins d'*El Khalil*.

Le chalutier a disparu dans la nuit de jeudi à vendredi 30 décembre au large de la Marsa dans la région de Ténès avec a son bord huit marins.

Depuis, en plus de la marine, les pêcheurs de Ténès mais aussi des autres ports de l'est de la région se sont mobilisés pour retrouver les marins disparus.

A ce jour le naufrage d'*El Khalil* reste un mystère complet aussi bien pour les familles des marins que pour les professionnels de la mer.

F.-Z. B.